

Discours de Dominique Voynet, candidate des Verts à l'élection présidentielle, au congrès de l'UNEF à Lille le samedi 24 mars 2007

<http://blog.voynet2007.fr>

Chers amis, chers camarades,

Je suis heureuse d'être aujourd'hui avec vous.

Pour débattre de vos attentes, de vos revendications ; pour parler de l'avenir de l'Université.

La jeune garde ça nous rajeunit pas ?

Mais je suis ici aussi pour célébrer un anniversaire. On n'a pas cent ans tous les jours, je vous souhaite qu'il soit heureux et qu'il annonce, surtout, de belles victoires.

Je suis candidate d'un mouvement politique d'à peine plus de vingt ans qui vous parle. Je m'adresserai donc à vous, si vous le voulez bien, avec le respect que l'on doit aux « vieilles maisons », mais aussi avec le zeste d'impertinence que l'on attend de la jeunesse.

Cela ne nous empêchera pas de constater de larges plages d'accord entre nous. Mais je voudrais que nous n'en restions pas là.

Vous interpellez les candidats à l'élection présidentielle ? Je veux vous répondre sans esquive. Sur le fond, y compris sur les questions les plus complexes. Car je crois fermement que si l'on veut faire honneur à la politique, on doit abandonner les promesses faciles, et se hisser à la hauteur des exigences de celles et ceux dont on sollicite le suffrage.

Oh, je ne me fais pas d'illusion : pendant ces trois jours, vous allez voir, à cette même tribune, défiler candidats et porte-parole. Et tous vous diront combien ils comprennent vos problèmes, combien ils sont soucieux de vos préoccupations. Vous pourrez même en faire un jeu : comptez, dans les discours, combien de fois vous retrouverez quelques mots clés bien pratiques : malaise des étudiants, modernisation de l'université, reconnaissance du rôle de la recherche...

Je doute hélas qu'ils s'engagent trop à découvert sur les solutions qu'ils préconisent, préférant s'en tenir à de prudentes généralités. Ce ne sera pas mon cas : je me méfie des solutions toutes faites, et je ne suis pas certaine qu'elles soient d'ailleurs souhaitables ; je sais ce que ces débats doivent conserver de nécessairement inachevé, de toujours en mouvement.

Ce dont notre pays souffre, ce n'est pas de l'immobilisme dénoncé par ceux qui ne font des réformes qu'à coups de baton ;

Je suis persuadée que notre pays veut bouger et que ceux qui disent que toute

réforme y est impossible se trompent lourdement. Encore faut-il qu'on pose clairement les options possibles de changement, et qu'on puisse en débattre.

Encore faut-il qu'on cesse de trahir les mots, et que régression ne soit pas qualifiée de réforme, qu'on ne déguise plus un abandon de l'Université en modernisation de l'enseignement supérieur !

Je vais donc vous parler très franchement.

A cet instant, et alors que l'UNEF célèbre son centenaire, il faut, d'abord, mesurer le chemin parcouru depuis un siècle.

Un siècle.

Si j'avais été étudiante en 1907, aurais-je bénéficié d'un tel statut, quand moins d' 1 % d'une classe d'âge accédait à l'enseignement supérieur ? C'était un privilège alors, et plus encore pour une femme ? Combien étaient-elles, en 1907, assises sur les bancs des facultés ?

Et si j'avais été étudiante dans les années d'après guerre ?

Ce que je sais de moi me dit que j'aurais été fière que mon syndicat, le vôtre aujourd'hui, obtienne la création d'une sécurité sociale étudiante, et créée même une mutuelle. J'aurai apprécié, j'en suis certaine, cette victoire de la solidarité, parce qu'elle allait permettre à beaucoup, pas tous des héritiers, de poursuivre leurs études dans de meilleures conditions.

M'éveillant à la conscience politique, j'aurais sans doute été intriguée, dans ces années 1950, la grande UNEF de l'époque, cohabitent une gauche en plein mouvement, de laquelle je me serais sentie proche, et une droite violente et réactionnaire. On y croisait un certain président de Corpo Droit, toujours prêt aux coups de poing. Cinquante ans après, il est toujours là, et continue d'occuper hélas une place dans la vie politique.

Je sais qu'il ne serait pas le bienvenu ici, et je n'arrive pas à le regretter...

Si j'avais été étudiante dans les années 60, j'aurais sans doute, avec vos aînés, avec mes aînés, partagé les grands combats pour la décolonisation, de l'Algérie au Vietnam. Ces combats aboutirent à l'explosion libératrice de Mai 68, cette brèche singulière par laquelle tant de choses ont changé dans la société française, ce moment si particulier qui a marqué une génération et qui restera, aussi, dans l'histoire de l'UNEF.

Je n'ai vécu mai 68 que par procuration, le mai dans le mai de mes parents. J'en ai tout de même connu les effets différés. Comme tous les jeunes de cette époque, dans ma vie personnelle. Nous la savions plus libre, plus audacieuse que celles de nos aînés. Cette liberté là a nourri mes premiers engagements : pour le droit des femmes, contre le militarisme, pour les télé locales, les radios libres, et bien sûr pour l'écologie, qui naissait à l'époque.

Il est de bon ton aujourd'hui, à droite et parfois à gauche, de considérer ce mois de mai comme l'origine de tous nos maux. La dégradation de l'école ? La faute à 68 ! La délinquance ? La faute à 68 ! Et tant d'autres clichés du même genre... Ceux – et celles ! - qui se nourrissent de cette amertume là ne nous disent pas s'ils souhaiteraient revenir à la France d'avant. Une France de l'ordre, au sens le plus conservateur du terme. La France où l'on débat sans fin de l'identité nationale, au son de la Marseillaise.

Je n'ose pas penser qu'on puisse, surtout à gauche, croire que cet ordre là a quoi que ce soit de juste...

Les étudiants sont la plaque sensible d'une société. Leurs indignations, leurs aspirations, leurs mobilisations ont souvent été dans l'Histoire et restent aujourd'hui, un carburant essentiel du changement social.

C'est ainsi, chers amis, que la mise en mouvement des étudiants puis des lycéens a conduit à mettre en échec le funeste projet du CPE, degré supplémentaire dans la précarisation de la jeunesse.

J'ai trouvé à l'époque particulièrement responsable, et au bout du compte efficace, de rechercher, malgré les différences d'approche, le maintien de l'unité des organisations syndicales, étudiantes, lycéennes, et de salariés. Le gouvernement a du reculer et je sais la part que vous y avez prise.

Puisse cet exemple être utile à l'occasion d'autres mobilisations.

Et puisse-t-il inspirer aussi la gauche « politique », celle des partis, où doit savoir s'accorder l'expression légitime des identités (et vous savez combien nous sommes attachés à la nôtre) avec la nécessité du rassemblement contre l'adversaire commun.

Depuis des années, les questions de formation et d'éducation prennent plus de place dans le débat politique français.

Dans les dernières années, en Allemagne par exemple, les conséquences à tirer d'une évaluation internationale qui montrait les faiblesses de l'enseignement secondaire ont été amplement discutées par l'ensemble des formations politiques.

En France, rien de tel. Des centaines de parlementaires prêts à passer jours et nuits à discuter des dates d'ouverture de la chasse expédient le budget d'éducation en quelques heures.

Le temps long, nécessaire à l'établissement d'un diagnostic partagé, à la mise en oeuvre de solutions majoritairement acceptées, semble, s'agissant d'éducation, incompatible avec le rythme politique. Il faut aller vite, et faire dans le visible.

Dans l'enseignement supérieur, on a ainsi vu se succéder quantité de réformes ou de projets de réformes :

parfois carrément régressives, lorsqu'elles venaient de la droite ; plus complexes à qualifier, lorsqu'elles venaient de la gauche.

Mais, dans tous les cas, elles étaient imposées d'en haut, sans préavis ni discussion !

De fait, elles se sont souvent trouvées remballées, devant les réactions d'indignation ou d'incompréhension qu'elles suscitaient, notamment parmi les premiers concernés, que vous représentez ici.

D'où en retour la tentation de l'immobilisme.

Elle fût très bien incarnée par l'un des candidats de cette élection, en son temps Ministre de l'Education Nationale, et dont le principal élément de bilan aura été de réussir à durer.

Il est facile pour un homme ou une femme politique de dire oui, dans une campagne électorale, aux revendications exprimées par tels ou tels groupes sociaux. Facile si l'on ne pose jamais le problème de la cohérence de ces revendications entre elles, et des conflits qui ne manqueront pas de naître de toutes ces promesses contradictoires.

Faire de la politique, au sens le meilleur du terme, c'est choisir des priorités, et les ordonner. Ce n'est pas empiler les urgences les unes sur les autres, découvrir tous les jours un nouveau sujet pour la première grande loi que l'on fera voter, décréter chaque matin la mobilisation générale sur la question du jour !

Cette cohérence qui fait le sens de l'action publique, je la revendique et je la retrouve aussi dans les propositions de l'UNEF, qui concernent non seulement l'avenir de l'enseignement supérieur et les conditions de vie des étudiants et des étudiantes mais, au delà, toute la jeunesse.

Quand on parle de la jeunesse, on en parle en général comme d'une classe sacrifiée, qui aura à gérer la dette publique, la dette sociale, la destruction de l'environnement, la relégation des quartiers pas desservis par des transports en commun, désertés par les services publics, sommés de payer la retraite des soixante-huitards dont je parlais tout à l'heure. Ou bien comme une classe dangereuse qui devrait être cantonnée, surveillée et mise au pas.

On parle rarement de la diversité de la jeunesse. De ce qu'elle peut avoir en commun mais de ce qui fait aussi peut-être sa fragilité. On parle rarement des étudiants des quartiers. On ne parle jamais de tous ceux qui fréquentent des lycées agricoles, des centres de formation professionnelle, les centres de formation d'apprentis. Et j'aimerais dans ce moment qu'on convienne que les propositions qui méritent d'être discutées doivent l'être pour tous les jeunes, quelque soit leur pays d'origine, leur origine sociale, leur origine ethnique, leur origine territoriale ou le métier ou la formation à laquelle ils se préparent.

Le premier accord que je voudrais marquer avec vous concerne bien évidemment l'effort budgétaire à consentir pour l'enseignement supérieur, qui va de pair avec

celui qu'il faut effectuer pour la recherche.

La Finlande est sortie brillamment des difficultés économiques dans laquelle elle était plongée il y a encore dix ans. Elle a prouvé qu'on pouvait concilier la baisse du chômage **et** préservation du modèle social, c'est donc possible, et ça passe notamment par un fort investissement en recherche et en innovation.

La Finlande c'est aussi un pays dans lequel on refuse depuis toujours la sélection précoce et l'orientation précoce des étudiants, c'est un pays dans lequel on peut quitter l'école et y revenir et avoir une nouvelle chance.

Je demande que le budget recherche soit porté à 3 % du Produit intérieur brut, ce qui suppose que l'on travaille sur la répartition de ce budget. Pour qu'on soit préparés aux nouveaux défis de l'époque.

Je souhaite aussi que l'effort pour l'université permette d'affecter par étudiant une somme comparable aux standards européens, quelque part entre 12 000 et 13 000 Euros par an. Nous en sommes aujourd'hui trop loin.

Les modèles de répartition devront être revus pour que les écarts trop importants subsistant aujourd'hui entre les filières – ingénieurs d'un côté, sciences humaines de l'autre ; classes prépa bien dotées, facultés sous-équipées de l'autre – que ces écarts soient revus.

Les besoins sont immenses ; de la rénovation pédagogique à la maintenance des campus, des laboratoires aux conditions de travail des enseignants.

Sur ce dernier point, je veux dire ici que, si l'on permettait aux enseignants de disposer effectivement d'un bureau dans leur établissement pour, par exemple, y recevoir leurs étudiants, le débat sur leur temps de travail pourrait se dérouler plus sereinement.

De même, il serait plus facile de contractualiser le temps consacré à la recherche, celui donné aux cours, aux tutorats, et à l'administration, si l'on voulait bien tenir compte des vœux et des aptitudes de chacun. J'ai l'intuition qu'en revanche l'approche moralisatrice et pour tout dire un peu suspicieuse sur les 35 heures ne donnera pas de bons résultats.

Je le dis aussi : il paraît totalement surréaliste de rouvrir le débat sur une hausse significative des droits d'inscription, comme le souhaite le candidat de droite. Dans le contexte actuel, on voit mal comment une telle décision pourrait avoir d'autres effets que d'aggraver encore les inégalités existantes, déjà insupportables.

Mon deuxième point de convergence avec vous, je crois qu'il est encore plus fort que le premier, concerne les conditions de vie des étudiants.

Oui, c'est difficile aujourd'hui de faire des études en étant contraint, comme l'est la moitié d'entre vous, de trouver un petit boulot à côté, en fait ce n'est pas un petit boulot mais un petit salaire en général.

Oui, l'accès au logement est aujourd'hui plus qu'un problème, une vraie galère, et particulièrement dans les grandes métropoles ;

Oui, je suis frappée, comme femme politique et comme médecin, l'ampleur de la dégradation de la santé des étudiants, et j'entends bien vos alertes sur ce sujet : insuffisance de prévention, problèmes de vue et de dentition non prises en charge, recul de la contraception, mauvaises habitudes alimentaires et ravages de la malbouffe, états dépressifs mal connus liés, grande solitude aussi de certains, suicide, recrudescence des infections sexuellement transmissibles. ...

Le système actuel des bourses est inadapté. Les montants sont trop faibles. Ils sont souvent, comme vous en avez peut-être fait la douloureuse expérience, payés des mois après la rentrée. L'étudiant ou l'étudiante doit alors se débrouiller entre la solidarité familiale quand c'est possible, la patience exaspérée d'un propriétaire, les agios d'une banque, un job à côté et toutes les galères.

Alors oui, sans réserve, je soutiens votre revendication d'une allocation d'études pour tous les jeunes de 18 à 25 ans !

Parce que je sais que beaucoup, beaucoup de jeunes hésitent à s'engager dans les études supérieures ou s'autocensurent en choisissant des filières courtes en dépit de leurs rêves.

Je me réjouis sur ce sujet de voir que les Verts qui ont longtemps porté seuls ces idées, auxquels on a reproché pendant des années leur courage et l'indolence, sont aujourd'hui rejoints par d'autres candidats que certains veulent qualifier de grands candidats. Et moi je voudrais vous dire, les petits candidats, les grands candidats vous savez c'est compliqué, il y a des grands candidats qui portent des petites idées, des petits candidats qui portent des grandes idées... Ca se passe comme ça pour le football, on déplore la place du fric dans le foot mais les matchs qu'on veut voir c'est ceux de la Ligue des champions.

On est un petit parti, on porte de grandes idées. On sera le parti de demain, à condition que vous ne succombiez pas à la tentation du vote utile, le seul vote utile c'est celui qui est fait avec les convictions, avec les idées auxquelles on croit.

Alors, je reviens à l'allocation universelle, et qui viendrait en substitution des dispositifs existants. Elle supposera bien sûr comme contrepartie l'abandon de la demi-part fiscale dont bénéficiaient certains parents.

Mais on comprend ici que c'est une question de justice sociale. Dans le débat bien vieux qui oppose ceux qui situent les étudiants en dépendance à la famille, et ceux qui les considèrent comme des adultes ayant droit à l'autonomie, nous sommes évidemment dans le deuxième camp, plus proche de l'Europe du Nord que de celle du Sud. Nous ne souhaitons que vous soyez condamnés à être des Tanguys !

Tout ceci nous mène à la question, difficile, du logement. Dans la région parisienne, l'opérateur public, les oeuvres universitaires, couvrent à peine 5 % des besoins. Il faudra donc construire massivement, tout en diversifiant les solutions de logement pour répondre aux attentes de chacun tout en garantissant des loyers modérés. Que

ce soit dans le public ou dans le privé, moi je suis pour l'encadrement des loyers. Je suis aussi pour qu'on relève la surface minimale proposée à des étudiants. 9m² y compris la cuisine et les douches ce n'est pas réellement sérieux. Quand il s'agit de prisonniers on se mobilise pour que ça change. Pour les étudiants ça doit être la même chose.

Toutes les solutions peuvent se discuter et se combiner, du recours au logement social, au cautionnement par les collectivités locales, déjà pratiqué, en particulier pour ceux qui sont amenés à prendre un appartement en colocation.

La cohabitation avec d'autres générations, avec d'autres catégories de population, mais elle ne peut être que choisie par les uns et par les autres et non imposée.

J'ajouterais enfin, au chapitre des conditions de vie, des préoccupations qui ne vous étonneront pas de la part d'une écologiste : de la nourriture de qualité, bio chaque fois quand c'est possible, dans les restaurants universitaires, une démarche de haute qualité environnementale dans les constructions et la rénovation, le campus relié au centre ville par des transports collectifs plutôt qu'envahi par des parkings, bourrés de voitures d'occasion et qui ruinent votre budget. Avec des plans de déplacement où les circulations douces trouvent toute leur place, avec un bilan carbone, agenda 21. Il se trouve que dans les Facs où ça a été fait ça a permis de baisser les factures de chauffage.

Ce n'est pas du luxe mais doit être l'ordinaire de tous, dans une société qui se projette vers l'avenir. Un avenir où on devra vivre sans doute dans des conditions assez différentes de celles qu'on connaît aujourd'hui.

J'en viens, et ce sera mon dernier point, à ce qui fait une des finalités de l'université, la plus sensible forcément pour les étudiants : la formation générale et professionnelle.

Et là encore je suis d'accord avec vous sur la priorité à consacrer maintenant au cycle licence, pour éviter les déperditions, les redoublements et l'échec.

Je ne crois pas deux minutes que la sélection à l'entrée de l'université soit une solution ; nous avons besoin, dans une société de la connaissance, que de plus en plus de jeunes accèdent à l'enseignement supérieur.

Et qu'ils y réussissent au mieux leur parcours.

Pour y parvenir, nous savons qu'une révolution pédagogique est à opérer :

par le travail en petits groupes, par le tutorat , par l'apprentissage des outils du travail autonome.

Le contenu des enseignements doit être repensé en fonction des nouveautés scientifiques, des nouvelles attentes sociales, des perspectives d'emploi. Dans certains cas, l'orientation doit pouvoir être retardée de manière à permettre à l'étudiant de choisir en connaissance de cause.

Je pense aussi qu'il faut repenser les premiers semestres d'études, y introduire de la fluidité, de la liberté et de la pluridisciplinarité : pourquoi pas ne pas se spécialiser tout de suite, profiter de l'éventail de cours et de formations de l'université, et choisir ensuite en connaissance de cause ?

Je pense que ce serait bien aussi de convenir qu'après avoir quitté l'université on pourrait y revenir. Dans mon parti on défend l'idée que chacun devrait bénéficier de onze années de formation payées par la collectivité. Quand on quitte l'école trop tôt, quand on quitte en échec, quand on sait un peu mieux ce qu'on veut faire quelques années plus tard on doit pouvoir reprendre son cursus.

Il y a des pays où l'on admet qu'un diplôme est sanction d'un certain nombre de connaissances mais aussi des compétences acquises. Dans certains pays les entreprises n'hésitent pas à recruter par exemple pour animer des équipes techniques des diplômés d'histoire parce qu'ils savent que l'essentiel c'est d'avoir appris à apprendre, appris à s'orienter dans un monde complexe.

Je souhaite que notre formation elle relève aussi de cette approche.

Je souhaite un modèle adapté aux attentes et aux talents de chacun. Qu'on rouvre les vannes de l'innovation pédagogique avec de nouvelles filières liées aux enjeux écologiques, aux questions du genre ou du handicap...

Cette « révolution » que vous souhaitez, et que je souhaite avec vous, n'est pas possible sans moyens ;

Mais elle suppose aussi un changement de culture.

On ne peut continuer à évaluer les enseignants uniquement sur leurs travaux de recherche, sans jamais prendre en compte la contribution qu'ils donnent à la pédagogie et à l'enseignement. Si cette mutation n'intervient pas, le risque est fort de voir l'université coupée en deux, avec la promotion de « colleges » à l'américaine, ne s'occupant que du premier cycle et sans appui sur la recherche.

Ce ne serait pas un progrès.

Je suis comme vous favorable à l'intégration des classes préparatoires dans les universités, dans l'attente d'une réflexion plus globale sur les relations entre les universités et les écoles.

Je suis attachée comme vous au cadre national des diplômes.

Je ne pense pas que l'Etat puisse s'abstenir de donner une garantie aux formations qu'il soutient.

Pour autant, l'université doit être un espace de liberté qui ne peut se concevoir à l'image de l'école de Jules Ferry où tous les enfants apprenaient la même chose à la même heure.

Je caricature un peu, et je sais que ce ne sont pas vos conceptions, mais je crois, avec certains spécialistes de l'éducation, que l'uniformité ne mène pas nécessairement à l'égalité.

Et même qu'elle amène à l'expulsion de certains cursus alors qu'on peut apprendre de façon différente.

L'une des missions de l'université est de préparer les jeunes à l'entrée dans la vie active. Et elle se doit d'y satisfaire. Tous les étudiants ne deviendront pas enseignants ou chercheurs, ni même fonctionnaires.

La question du rapport au monde économique n'est donc pas taboue : il est de la responsabilité de l'université de former des individus dotés d'une bonne culture générale et professionnelle et d'anticiper sur les besoins sociaux de demain.

Mais il faut dire des choses claires : dans cette période où le chômage reste à un niveau élevé, les pouvoirs publics ont la responsabilité de mettre fin au scandale des stages à répétition, dans lesquels les jeunes sont littéralement exploités, qui ont fini par constituer un système économique dont les jeunes sont les prisonniers.

Je demande qu'une loi fixe une durée maximale pour les stages, et une rémunération minimale. C'est bien le moins en matière sociale. Je demande aussi que soit normalisée l'embauche, que la norme redevienne l'emploi et la rémunération et non le stage et l'exploitation.

Je souhaite par ailleurs que le diplôme de doctorat soit reconnu à la place qu'il mérite, notamment dans les conventions collectives ; la France est peut-être un des rares pays où l'espérance en matière de salaire diminue si l'on poursuit ses études au-delà de la cinquième année ; c'est un paradoxe dont on se passerait bien.

Un mot pour terminer sur cette institution qu'est l'université.

Je pense qu'au cours de l'histoire on a pu se rendre compte que les pouvoirs publics se sont toujours un peu méfiés, et le curieux découpage des universités françaises intervenu après 1968 les met en position affaiblie à l'échelle internationale.

Il n'est pas besoin d'être un adepte de la compétition tous azimuts pour le regretter. Je suis sur le principe favorable à des regroupements d'université, soit sous forme de fusion, soit sous forme de constitution de réseaux.

Mais il y a deux conditions.

La première, c'est que cela procède d'un mouvement volontaire ;

La seconde, c'est que les instruments d'un gouvernance démocratique, avec la participation des enseignants, des étudiants et des personnels, soit maintenue, et j'oserais même dire approfondie.

C'est l'occasion de vous dire que je ne suis pas personnellement hostile à l'idée

d'une plus grande autonomie des universités, dès l'instant qu'elle s'exerce dans le cadre du service public de l'enseignement supérieur. Pour moi l'autonomie de l'université est une formule comme l'est celle de la VIème République : l'essentiel c'est pas le slogan, c'est le contenu.

Regardons la réalité : les universités ne sont pas propriétaires de leurs bâtiments, elles n'ont pas la maîtrise complète du recrutement de leurs enseignants, ni celle de leur budget. Elles ne logent pas leurs étudiants, et de plus elles subissent dans le domaine de la formation la dualité avec les écoles, et dans celui de la recherche, la coexistence avec les organismes et le privé.

Mon intuition est que cela doit bouger mais pas en instaurant une compétition sordide entre les uns et les autres. Vous êtes réticents à certains transferts de compétence. Regardons, regardons dans le détail dans ce qu'il est advenu dans les lycées.

L'université de demain ne peut pas se penser uniquement dans le cadre national.

Parce que dans un monde ouvert, de gros appétits financiers tendent à faire entrer l'enseignement supérieur dans des services qu'il faudrait libéraliser, c'est-à-dire considérer comme une marchandise, monnayable et échangeable, demain cotée en bourse, comme les clubs de foot. Cette tendance est évidemment forte aux Etats-Unis, mais aussi dans les pays émergents.

Je pense très profondément que le seul cadre qui puisse nous permettre de résister à ce mauvais vent, c'est celui de l'Europe. C'est là que vivent les valeurs d'une université attachée au « bien public », ouverte à tous.

Alors c'est compliqué. Le processus de rapprochement des systèmes d'enseignement supérieur européen, initié à Bologne est chaotique ; Les bonnes inspirations sont parfois polluées par des politiques nationales réactionnaires menées, au nom de l'Europe, par certains gouvernements conservateurs.

Je sais que vous agissez de manière de plus en plus coordonnée avec vos homologues des autres pays de l'Union.

Je reprends quant à moi la revendication exprimée par de nombreux parlementaires européens d'une augmentation très significative du budget consacré aux programmes européens de mobilité et d'échange pour les étudiants. Je pense qu'on peut aller au-delà et que dans un monde de formation professionnelle on aurait besoin d'avoir ces programmes d'échange.

Enfin, notre conception de l'université ouverte au monde cela va sans dire, un total accord avec vos propositions pour l'égalité de traitement entre étudiants étrangers et français.

Vous savez bien que Les Verts ne sont pas absents de ce front là, du droit de vote des résidents étrangers à la régularisation des sans papiers. Je déplore que celui qui est encore pour deux jours Ministre de l'Intérieur ait introduit l'année dernière un médiocre débat politique sur les conditions d'accueil des étudiants étrangers en

France, semant ainsi la méfiance et le soupçon et donnant de notre pays une image presque aussi fermée que celle de l'Amérique d'après le 11 Septembre.

L'école, l'université ne sont pas épargnés par ces débats. Je voudrais ici redire notre soutien à cette enseignante de l'école à Paris qui a voulu protéger un enfant sans papiers de l'obstination policière.

Alors je veux vous souhaiter un bon Congrès.

Dans ce monde où l'esprit de compétition et de concurrence fait rage, je voudrais vous proposer de réfléchir à autre chose encore.

D'abord, je sais que vous n'allez pas choisir votre vote en fonction des propositions qui vont être faites uniquement en matière d'éducation. Vous êtes des citoyens, vous vous intéressez à tout, c'est normal.

Je connais la pression qui s'exerce sur vous : obtenir son diplôme dans le temps le plus rapide possible, pour se projeter dans le marché du travail.

Je mesure à quel point tout cela peut pousser à l'individualisme, et combien cela peut marginaliser les plus faibles.

J'oserai ici une comparaison : les alternatifs italiens ont inventé, pour parler d'une autre façon de se nourrir, plus en accord avec la planète qu'avec les supermarchés de la bouffe, le « slow food », plutôt que le « fast food ».

On pourrait aussi valoriser la « slow fac ».

Non pas pour y rester nécessairement dix ans, mais pour se donner le temps de respirer, de se cultiver, de cultiver la convivialité, de jeter un regard critique sur le monde et de s'engager pour des causes qui nous paraissent justes.

Pour inventer simplement et modestement un certain art de la lenteur, pour mieux vivre dans un monde qui, si nous voulons qu'il reste habitable, devra radicalement changer. La science, la culture, la littérature, tout ce qu'on enseigne dans les universités doit aussi nous servir à cela, nous donner des lectures du monde qui nous permettent d'inventer d'autres chemins que ceux, standardisés, de la course au profit, de la bagarre de tous contre tous, du gaspillage frénétique.

Nous avons à inventer la vie qui va avec le monde qui vient.

C'est aussi le débat qui sous-tend cette élection présidentielle. Ce sont des conceptions très différentes de la vie sociale qui s'affrontent.

C'est pas aux politiques de dire quel est le modèle puis aux gens de s'adapter, de soutenir ou des contester.

Si on n'attend pas des étudiants qu'ils nous aident à inventer ce monde là alors il faut dire halte à tout.

Ce rendez-vous le 22 avril, vous concerne d'abord comme citoyens, ensuite comme jeunes, enfin comme étudiants.

J'espère que vous n'allez pas le rater.

Je vous remercie.